

porter au compte de profits et pertes une somme de \$1,000,000,000. Je suis heureux que le Canada ne les ait pas imités sur ce point

Je vais maintenant m'arrêter plus particulièrement sur ce que je désigne sous le nom d'une trinité d'intérêts que je considère comme les plus grands et comme destinés à assurer la prospérité et la grandeur future du pays. Ce sont les intérêts agricoles, les intérêts du commerce du transport et les intérêts manufacturiers. On a dit avec raison que l'agriculture est la base de la richesse. Pour prouver cette assertion, ou soutenir la réputation de cette industrie, permettez-moi de citer quelques chiffres. En 1914, l'agriculture a produit pour \$638,580,300; l'année dernière cette industrie a produit pour \$1,383,000,000. J'admets immédiatement que cette augmentation ne provient pas entièrement de la quantité des produits, mais de la hausse des prix. En effet, l'année dernière, une denrée que nous connaissons tous—le blé—était d'un prix beaucoup plus élevé que l'année précédente. L'agriculture est considérée comme une de nos principales ressources. Le Parlement doit lui accorder les subventions nécessaires à son amélioration. Quand la moisson se prépare dans le Nord-Ouest, le fermier, le soir, dans son foyer, songe aux premières gelées pouvant assaillir son champ de culture et endommager les produits qu'il désire récolter. De leur côté, dans les provinces de l'Est, les barons de la finance spéculent sur ce que la récolte exigera d'eux. Ceci prouve que la récolte du Nord-Ouest, particulièrement celle du blé, n'est pas une question intéressante seulement l'Est ou l'Ouest; mais elle intéresse aussi tout le pays.

En passant, permettez-moi de m'arrêter sur le projet d'établir sur des fermes les soldats revenus du front. Ce sujet sera discuté spécialement par le Parlement dans une autre occasion, parce qu'il mérite une discussion approfondie. C'est pourquoi je ne m'étendrai pas longuement sur ce sujet. Je crois qu'un plan bien arrêté, d'après lequel on grouperait sur nos terres, par une communauté d'intérêt pour ainsi dire, ou par colonies, nos soldats de retour du front, profiterait beaucoup au pays et aux soldats eux-mêmes. La reconstruction projetée en Canada devrait être basée, si la chose est possible, sur le calcul qu'un dollar dépensé, aujourd'hui, à cette fin, se décuplera en dix ans.

L'exportation du blé du Canada et la question de la consommation du blé en Canada est une affaire qui n'est pas, peut-être, généralement comprise par le public.

Si les honorables sénateurs ici présents veulent bien parcourir un livre très précieux écrit par M. Sandford Evans—qui fait partie de la "Commission du canal de la baie Georgienne"—les renseignements que ce livre contient les étonneront. Permettez-moi de vous citer quelques chiffres relatifs à la production du blé. Prenez la période de 1904 à 1914, et vous trouvez que la production de cette denrée se donne dans l'ordre suivant par pays: la Russie, les Etats-Unis, l'Argentine et le Canada. Ainsi, le Canada occupe le quatrième rang parmi les pays qui exportent le blé. 12.26 sur cent du total du blé exporté dans le monde est la quantité provenant du Canada. Durant la période suivante, c'est-à-dire, de 1915 à 1918, la proportion du Canada n'a pas été moins de 18.35, ou près d'un cinquième pour cent—ce qui est des plus satisfaisants, et ce qui a rapporté au Canada un montant supplémentaire considérable en or. Au cours de la période de dix années que j'ai déjà mentionnée l'exportation annuelle du blé canadien fut de 17,000,000 de boisseaux; mais en 1915, nos exportations en blé se sont montées à 289,000,000 de boisseaux, et durant la présente année, d'après une estimation que j'ai vue, on prétend que le total de notre production de blé rapportera environ \$430,000,000—Je ferai remarquer que ce chiffre n'est pas proportionné au prix de \$2 par boisseau. La première question à poser est celle de savoir si cette augmentation doit se continuer ou non. Après tout ce qui est dit et fait, je ne m'en tiens pas absolument à cet exposé. On nous dit que 10 ou 20 sur cent seulement de tout le territoire du Nord-Ouest a été jusqu'à présent mis en culture.

Beaucoup d'argent a été placé sur les meuneries, et la plus grande partie de nos exportations de farine est faite à l'Angleterre, puis à la Hollande, au Danemark, à la Norvège, à la Finlande, au Brésil et à Cuba. La France n'importe pas beaucoup de farine, et bien que l'Allemagne importe du blé, elle n'importe pas, à bien dire, un seul baril de farine. Cet état de chose ne devra pas durer indéfiniment. Les exportations de blé du Canada devront subir une baisse dans un avenir prochain. Nous devons par conséquent nous préparer à ce changement. Nos exportations de blé et de farine en Angleterre sont considérables; mais déjà les signes des temps nous font voir qu'à l'avenir la Grande-Bretagne importera beaucoup moins de blé et de farine que par le passé. Les raisons sont évidentes. En effet, environ un tiers de la production de blé est consacré à l'alimentation du bé-